Introduction à l'effort économique de défense

Jacques Fontanel,

In

L'effort économique de défense ; Arès, Défense et Sécurité, n° Spécial.
Grenoble, 1985.

Résumé : La course aux armements est onéreuse pour une économie nationale. La comparaison des dépenses militaires, une analyse comparative et l'impact économique de l'effort de défense sur les économies de la France et du Royaume-Uni mettent en évidence les poids comparatifs de la sécurité nationale dans les deux pays. L'analyse des industries d'armement, l'importance des emplois liés à la sécurité d'un pays et la substitution capital/travail des dépenses militaires sont autant de thèmes qui éclairent l'influence des facteurs sécuritaires sur les économies nationales.

The arms race is expensive for a national economy. A comparison of military spending, a comparative analysis and the economic impact of the defence effort on the economies of France and the United Kingdom highlight the comparative weights of national security in the two countries. The analysis of arms industries, the importance of jobs linked to a country's security and the capital-labour substitution of military spending all shed light on the influence of security factors on national economies.

Défense, économie de la défense, fardeau des dépenses militaires
Defence, defence economics, military expenditure burden

INTRODUCTION A L'EFFORT ECONOMIQUE DE DEFENSE

Les rapports entre économie et défense sont nombreux, variés et d'une importance capitale ; ils s'expriment aussi bien dans l'explication des conflits armés que dans les conséquences économiques et sociales de la course aux armements (1). L'économie endosse souvent la responsabilité des guerres, comme si tout conflit ne pouvait exister indépendamment d'une recherche constante d'un nouveau partage des richesses mondiales. Mais aussi, la constitution d'une défense implique des coûts plus ou moins importants que les économies nationales doivent supporter, sauf si la puissance militaire ainsi conférée par les armes est susceptible, par la menace ou les effets de domination, de transférer cette dépense improductive aux pays potentiellement sous protection volontaire ou involontaire. L'analyse de l'effort économique de défense se situe dans le cadre réduit et unilatéral de l'influence du secteur militaire sur les économies nationales. Elle se propose de mettre en évidence les conséquences de la course aux armements sur les économies françaises et britanniques.

Six thèmes sont abordés :

- La comparaison des dépenses militaires de la France et du Royaume-Uni.

- Une analyse comparative des dépenses militaires en France et en Grande-Bretagne.

- Estimations macroéconomiques de l'impact des dépenses militaires sur les économies de la France et de la Grande-Bretagne.

- La substitution capital/travail dans les dépenses militaires.

- Défense et emploi au Royaume-Uni et en France. Une étude comparative des résultats disponibles.

- Les industries d'armement de la France et du Royaume-Uni.

I - La comparaison des dépenses militaires de la France et d Royaume-Uni

Cet article se propose d'expliquer les difficultés inhérentes aux comparaisons internationales des dépenses militaires (définition, inadéquation du taux de change, difficulté d'utilisation des méthodes de comparaisons internationales du fait notamment du secret militaire) et de proposer, à la suite des travaux du Groupe d'Experts des Nations Unies sur la Réduction des Dépenses Militaires, l'application de la méthode de parité des pouvoirs d'achat. Trois conclusions principales ont été retenues :

1) Les écarts constatés entre les comparaisons utilisant le taux de change ou les parités de pouvoir d'achat ne sont pas très importants (10 % comme plus grand écart). Cependant, la comparaison des deux pays ne pose pas de problèmes de structure insolubles, malgré l'existence en France d'une conscription inconnue au Royaume-Uni. En outre, les deux pays ont un niveau de développement proche et un mode de formation des prix équivalent, ce qui facilite les comparaisons internationales.

2) L'application de la méthode des parités de pouvoir d'achat implique l'utilisation d'hypothèses concrètes dont l'opportunité est parfois difficile à établir. Cependant, pour l'étude comparative des dépenses militaires de la France et du Royaume-Uni, les résultats ne sont pas très divergents, selon les hypothèses retenues.

3) La comparaison des dépenses selon les armes est difficile à faire, compte tenu des divergences interspatiales et intertemporelles des ventilations budgétaires. Il est remarquable de noter que si en Grande-Bretagne les allocations de la Navy et de l'Army évoluent constamment dans le même sens, une relation identique est perçue en France pour la Marine et l'Armée de l'Air. En outre, il existe un cycle (approximativement de six ans) des dépenses militaires selon les Armes.

4) Les forces armées des deux pays deviennent de plus en plus capitalistiques ; mais cette tendance peut révéler l'existence de cycles liés à des événements historiques, comme si l'inertie des dépenses ne pouvait être combattue sans une situation stratégique difficile.

5) Les effectifs des forces armées sont relativement stables, surtout depuis la fin des grandes guerres coloniales. En outre, les dépenses de personnel connaissent une grande inertie, qui empêche parfois la réalisation de programmes d'armement nouveaux. Pour les deux pays, si les dépenses de personnel prévues ne sont pratiquement jamais inférieures aux dépenses réelles, il n'en va pas de même pour les dépenses d'équipement qui subissent principalement, en termes réels, les mesures de limitation de l'effort financier engagé en matière de défense.

6) Les dépenses d'équipement des Armées favorisent le développement de tensions inflationnistes.

7) Les dépenses d'armement nucléaires sont moins importantes en Grande-Bretagne qu'en France. Les forces nucléaires stratégiques représentent plus de 90 % des sommes engagées en matière nucléaire. En revanche, les dépenses de la France en matière d'équipement conventionnel sont deux à trois fois inférieures à celles de la Grande-Bretagne.

8) La France et le Royaume-Uni se trouvent confrontés à des pressions budgétaires similaires affectant le niveau de leurs dépenses militaires. La contrainte financière et l'émergence d'une nouvelle révolution en matière d'armements conduisent à souhaiter une collaboration en matière d'armement.

III - Estimations macroéconomiques de l'impact des dépenses militaires sur les économies de la France et de la Grande-Bretagne.

A partir d'un petit modèle théorique, les effets des dépenses militaires sur l'investissement, le chômage et la croissance économique sont testés sur les informations statistiques de la France et de la Grande-Bretagne. Les conclusions principales sont les suivantes :

1) Les résultats économétriques obtenus pour les deux pays correspondent aux acquis de l'analyse théorique. C'est ainsi que l'effet direct des dépenses militaires semble, à court terme, positif du fait de l'expansion de la demande et de l'essor technologique qu'elles induisent, mais à moyen terme, elles réduisent le financement de l'investissement et elles limitent les possibilités d'emplois productifs. Le résultat net confirme l' hypothèse théorique de l'effet négatif des dépenses militaires sur la croissance économique.

2) Les effets des dépenses militaires sur les économies françaises et britanniques ne diffèrent pas substantiellement. Cependant, on peut constater une plus forte sensibilité des variables économiques de l'économie française à la suite d'une variation du taux de chômage. Mais surtout, l'effet négatif des dépenses militaires sur la croissance économique semble nettement plus significatif dans l'économie française que dans celle du Royaume-Uni.

IV - La substitution capital-travail dans les dépenses militaires

Les choix stratégiques sont souvent induits par les contraintes économiques. Le choix entre personnel ou armement dépend des caractéristiques économiques (prix relatifs des personnels et des armements dans les pays) et juridiques (existence ou non d'une conscription). A partir d'une fonction de production CES de type néo-classique, plusieurs conclusions ont été avancées :

1) Les dépenses militaires subissent aussi la loi économique de la substitution capital-travail, même si la complémentarité entre les matériels et les hommes semble très forte.

2) L'armée de terre est, comparativement aux autres types de forces, du type "capital saving".

3) Les pays producteurs d'armes sont aussi les pays qui dépensent le plus par personne employée ; il existe pourtant un biais : la plupart des pays producteurs se recrutent parmi les grandes puissances économiques et militaires, qui peuvent se permettre financièrement, militairement et stratégiquement de telles dépenses, si elles souhaitent conserver leur influence et leur pouvoir dans les relations internationales.

4) L'introduction des réservistes dans l'étude ne modifie pas substantiellement les résultats obtenus, sauf cas particuliers.

5) Il est intéressant d'utiliser ces résultats portant sur 24 pays pour extrapoler une estimation des dépenses militaires soviétiques, à partir des informations disponibles sur les variables dépendantes. Ce type d'analyse est fécond, mais il serait souhaitable de déterminer une relation plus précise pour l'ensemble des pays.

Cet article met clairement en évidence un aspect des contraintes économiques sur les choix stratégiques en matière militaire.

V - Défense et emploi au Royaume-Uni et en France. Une étude comparative des résultats disponibles.

La comparaison des résultats obtenus à partir de modèles macroéconomiques différents est souvent difficile à faire. Après un rapide aperçu des types de modèles disponibles, il est nécessaire de déterminer les informations comparables, compte tenu du fait que les systèmes formalisés n'ont pas eu pour objectif la comparaison des effets des dépenses militaires sur l'emploi des économies françaises et britanniques. Il a fallu, par exemple, exclure les dépenses de la gendarmerie des dépenses militaires, étant entendu que ce type de service n'existe pas sous cette forme au Royaume-Uni. Il a été aussi nécessaire de tenir compte de la conscription, en recherchant le prix total d'un engagé et en le comparant à celui d'un volontaire. Plusieurs conclusions ont alors pu être tirées :

1) Le militaire britannique implique une dépense supérieure de 60 % à celle du militaire français, chiffre réduit à 30 % si l'on corrige le biais de la conscription.

2) Le Ministère de la Défense de la Grande-Bretagne emploie plus de 200 000 civils, contre 80000 seulement pour celui de la France, qui bénéficie largement des compétences de la conscription. L'employé britannique reçoit un salaire de plus de 20 % que celui de son homologue français.

3) La productivité des entreprises d'armement françaises semble supérieure à celle des firmes britanniques, de l'ordre de 50 % en ce qui concerne la valeur ajoutée brute par tête.

4) Par contre, le nombre total d'emplois créé directement ou indirectement par le secteur militaire (armée exclue) semble

équivalent dans les deux pays, de l'ordre de 750000 personnes occupées.

5) Les diminutions réelles de dépenses militaires ne produisent pas d'effets proportionnels sur le niveau de l'emploi direct en Grande-Bretagne, du fait des rigidités du marché de travail. Ce phénomène semble moins accusé en France.

6) Si 110000 personnes sont directement intéressées par les exportations d'armement en France, 130000 personnes sont concernées par cette activité en Grande-Bretagne, malgré des exportations substantiellement inférieures (au moins de 50 %), soulignant ainsi la plus faible compétitivité de l'industrie de l'armement de ce pays par rapport à celle de la France.

7) Le taux de féminisation de l'armée britannique et de l'armée française est de l'ordre de 5,8 %, si l'on exclut la conscription.

8) Du fait des nomenclatures différentes, il est difficile de comparer les parts de l'emploi induites pas branches dans les deux pays. Si la construction mécanique, navale, aéronautique et d'armement, ainsi que le Commerce, bénéficient largement de cet effet induit (de manière assez comparable pour les deux pays), il en va différemment pour les Transports et télécommunications ou le Bâtiment et génie civil. Il semble toutefois que dans les branches qui fournissent l'essentiel des technologies de pointe des armements actuels, à savoir la Construction électrique et les Services rendus aux entreprises, les chiffres français sont supérieurs aux chiffres britanniques.

9) Du point de vue de l'aménagement du territoire, Londres attire plus de 41 % des emplois concernés contre 21% pour Paris. Les régions côtières sont, pour des raisons géographiques évidentes, favorisées, au même titre que les régions méridionnales. De manière assez claire, la France a utilisé ses dépenses militaires comme instrument secondaire mais significatif de sa politique d'aménagement du territoire.

Cette approche exploratoire fournit des informations particulièrement intéressantes dans un domaine où les recherches sont notoirement insuffisantes.

VI - Les industries d'armement de la France et du Royaume-Uni

Les études sur les industries d'armement se heurtent à la fois au secret militaire et au secret des affaires. C'est pourquoi elles sont assez rares et elles se limitent à exprimer des généralités. Plusieurs conclusions ont pu être tirées de cette analyse concrète de deux industries d'armement prospères :

1) Les chiffres d'affaires des industries d'armement françaises et britanniques sont très proches.

2) S'il est difficile de distinguer dans les entreprises ce qui appartient au secteur militaire de ce qui appartient au secteur civil, il n'en reste pas moins évident que les principales industries concernées sont l'Aéronautique, l'Armement proprement dit, la construction navale, l'électronique et le nucléaire.

3) L'industrie d'armement française est plus tournée vers l'extérieur. Elle bénéficie d'un avantage non négligeable dans l'électronique et le nucléaire militaires. Cependant, l'aéronautique et l'armement terrestre constituent les principales branches concernées par les dépenses militaires.

4) La recherche-développement militaire des deux pays est très importante, plus de 30 % du financement public en France et près de 50 % au Royaume-Uni. L'effort britannique est nettement supérieur dans ce domaine à celui de la France, encore qu'il faille tenir compte aussi du financement privé ou non budgétisé (entreprises publiques), certainement plus élevé en France qu'en Grande-Bretagne.

5) Les salaires moyens de l'industrie d'armement sont supérieurs à ceux de la moyenne nationale, du fait de l'utilisation d'une main d'oeuvre qualifiée.

6) Sauf en ce qui concerne le nucléaire pour la Grande-Bretagne, les deux pays importent assez peu de matériels militaires, mais si la France semble de plus en plus dépendante de ses exportations, la Grande-Bretagne voit son degré d'autarcie diminuer, par l'augmentation simultanée, surtout dans l'industrie aéronautique, des importations et des exportations. La construction navale connaît une crise grave dans les deux pays, mais les autres branches de l'armement semblent très compétitives.

7) La coopération industrielle entre les deux pays n'est pas suffisante. Cette caractéristique peut les conduire vers une dépendance accrue à l'égard des technologies américaines dans une situation pré-révolutionnaire en matière d'armement.

8) Les entreprises d'armement françaises et britanniques sont de plus en plus concentrées et spécialisées, du fait du développement de la compétition technologique et commerciale internationale. Les entreprises paraissent souvent plus complémentaires que concurrentes dans les projets et les productions d'armement. L'Etat contrôle une grande partie de l'industrie d'armement, mais si la France a fait un effort considérable de nationalisation, la Grande-Bretagne a entrepris le chemin inverse. D'un point de vue pratique, cette évolution ne semble pas très importante, car il existe une grande stabilité des contractants dans le secteur militaire. La relation Etat-entreprises d'armement est étroite et ambigüe. Il est difficile de déterminer le poids relatif du gouvernement ou de la firme sur le développement de l'industrie d'armement, car si l'Etat a les cordons de la bourse, il n'en est pas moins dépendant des propositions faites par les industriels (conseillés souvent par d'anciens cadres de l'armée), des contraintes économiques et sociales de cette activité économique, de ses ambitions stratégiques.

9) S'il est difficile de comparer la rentabilité de ces industries des deux pays, du fait d'une comptabilité différente et du secret des affaires, il semble toutefois qu'en matière d'investissement et de recherche-développement, le Royaume-Uni ait entrepris un processus de rattrapage par rapport à la France qui pourrait lui permettre de combler le retard non négligeable que les chiffres semblent indiquer assez clairement.

10) Sans l'apport des contrats militaires, on peut s'interroger sur la compétitivité internationale des branches de la construction navale, de l'aéronautique, et surtout de l'électronique des deux pays. Plus que les chiffres eux-mêmes ne semblent l'indiquer, les dépenses militaires constituent en fait une condition sine qua non du maintien de ce type d'activités nationales en France et en Grande-Bretagne, étant entendu que seules les firmes nationales reçoivent concrètement les commandes de l'Etat dans ce secteur sensible de la sécurité nationale.

Les conclusions de ces articles ne sont pas toutes originales, mais elles apportent souvent une confirmation à des réflexions encore exprimées sous forme d'hypothèses. Bien entendu, cette étude mériterait d'être poursuivie, au moins pour vérifier quelques analyses sommaires présentées ci-après, mais qui n'ont pas pu recevoir de plus éclatantes confirmations faute de moyens et de temps. La recherche scientifique opère par étape. Les études qui sont proposées ici apportent une contribution que l'avenir se chargera de qualifier.

Jacques FONTANEL

NOTES

(1) FONTANEL Jacques : "L'économie des armes". La Découverte. Collection Repères. 1984.
SMITH Dan & SMITH Ron : "The economics of militarism". Pluto Press, London, 1983.

(2) FONTANEL & SMITH :"Analyse économique des dépenses militaires". Stratégique. Septembre 1985.

Bibliographie

Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), Analyse économique des dépenses militaires, Stratégique, Septembre.

Smith, D., Smith, R. (1983), The economics of militarism, Pluto Press, London.